

Fermetures d'usine : l'impact sur les territoires

Les Echos pointe en Une de trop nombreuses fermetures d'usines et pas assez d'ouvertures : 119 fermetures pour 114 ouvertures en 2024, selon le Baromètre industriel de l'Etat publié en mars ; 42 menaces de fermetures contre 25 ouvertures, au premier trimestre 2025, selon un décompte de L'Usine nouvelle. Le quotidien explique comment les territoires, pour lesquels la réindustrialisation est enjeu crucial, s'activent pour anticiper la vague, prenant les exemples de Vencorex, de la Fonderie de Bretagne ou, de manière plus détaillée, ceux du verrier EuroKera, dans l'Aisne, de la fonderie SAM, en Aveyron, et du spécialiste des salles de bain Allibert, en Isère. Les élus réclament une réflexion sur l'aménagement industriel partant des territoires. « Nous marchons tous dans le même sens, celui de la souveraineté, de la réindustrialisation et des emplois durables, mais les Régions ne sont pas toujours associées aux stratégies nationales industrielles et manquent de moyens », déplore Jalil Benabdillah, vice-président chargé de l'économie et de la réindustrialisation au Conseil régional d'Occitanie. Pour preuve, avance-t-il, « moins de 1 % » de France 2030 « vont aux Régions ». Plutôt que de chercher à tout prix à attirer de nouvelles usines pour compenser les fermetures de certaines, David Barroux suggère, dans son *Fait du jour économie*, de donner les moyens à celles qui fleurissent, notamment les PME et ETI, de continuer de croître, en misant sur la simplification et la baisse de charges. L'Humanité revient pour sa part sur la conversion de la Fonderie de Bretagne vers la défense. (*Les Echos*, p. 18, 19, *L'Humanité*, p. 11)